

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/AC.7/SR.534  
13 décembre 1966

Original : FRANCAIS

Quarante et unième session

COMITE SOCIAL

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CINQ CENT TRENTE-QUATRIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 6 juillet 1966, à 15 h 25

SOMMAIRE :

Organisation des travaux

Esclavage (point 25 de l'ordre du jour du Conseil)

GE.66-17410

Présents :Président :

M. FERNANDINI (Pérou)

Membres :

Algérie

Mme SELLAMI

Cameroun

M. ETAME

Canada

M. DELISLE

Chili

M. CONTERAS

Equateur

M. NAJERA

Etats-Unis

M. ELMENDORF

France

M. BOULLET

Gabon

M. DAVIN

Grèce

Mme MANTZOULINOS

Inde

M. CHAND

Irak

Mme AFNAN

Iran

M. NABAVI

Luxembourg

Mlle LUNSINGH-MEIJER

Maroc

M. FILALI

Pakistan

M. NAIK

Panama

M. VARELA

Pérou

M. SOLARI SWAYNE

Philippines

M. UY

Roumanie

M. PREDESCO

Royaume-Uni

Sir Samuel HOARE

Suède

( M. FORSHELL

( M. BERGQUIST

Tchécoslovaquie

M. JURZA

Union des Républiques  
socialistes soviétiques

Mme KASTALSKAYA

Venezuela

M. RAPHAEL

Egalement présent

M. AWAD

Rapporteur spécial sur l'esclavage

Représentants d'institutions spécialisées :

Organisation internationale  
du Travail

Mme FARMAN-FARMAIAN

Organisation mondiale de  
la santé

Mlle HOWELL

Représentant du Fonds des Nations Unies  
pour l'enfance :

Sir Herbert BROADLEY

Secrétariat :

M. SCHREIBER

Directeur de la Division  
des droits de l'homme

M. KREPKOGORSKI

Secrétaire du Comité

## ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT souhaite la bienvenue aux membres du Comité ainsi qu'aux représentants du Secrétariat, en particulier à M. Schreiber, le nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme. Il souligne la très grande importance que revêtent les travaux du Comité social pour l'ensemble du Conseil, les Nations Unies et le développement du monde. Il s'insurge contre l'idée communément répandue que le Comité social se livre surtout à un travail théorique et manque d'importance pratique; c'est ignorer sa très haute mission humanitaire et le rôle qu'il assume dans la lutte contre tous les fléaux engendrés par l'injustice. Conscient de l'urgence de la tâche qui incombe au Comité et du peu de temps dont il dispose pour venir à bout d'un très vaste programme, le Président prie instamment les membres du Comité de mener les travaux avec efficacité et la plus grande célérité.

Le Comité est chargé d'étudier les points 17, 18, 21, 22, 23, 24 et 25 de l'ordre du jour du Conseil. Il est proposé que les points 17, 23 et 25 soient examinés au cours de la semaine du 5 au 8 juillet, les points 17, 22 et 24, du 11 au 15 juillet et les points 17, 18 et 21, du 18 au 22 juillet.

Il en est ainsi décidé.

ESCLAVAGE (point 25 de l'ordre du jour du Conseil) (E/4168 et Add.1 à 5)

Le PRESIDENT invite les membres du Comité à procéder à l'examen du rapport établi par M. Mohamed Awad, Rapporteur spécial sur l'esclavage (E/4168 et Add.1 à 5), conformément aux résolutions 960 (XXXVI) et 1077 (XXXIX) du Conseil. Ce document est fondé sur un questionnaire en quinze points qui a été adressé à tous les Etats Membres. Les réponses reçues y sont reproduites. En juillet 1965, le Rapporteur spécial avait déjà présenté à la trente-neuvième session du Conseil un rapport qui n'avait pu être examiné alors, faute de temps. Le Président prie M. Awad d'introduire son rapport.

M. AWAD (Rapporteur spécial) présente son rapport sur l'esclavage<sup>1/</sup>, qu'il espère plus complet que celui de l'année précédente. Celui-ci offrait deux défauts

---

<sup>1/</sup> Le texte de la déclaration de M. Awad a été distribué ultérieurement sous la cote E/AC.7/L.485.

majeurs : d'une part, il n'avait pas été possible, dans le temps imparti, de diffuser le rapport dans toutes les langues de travail; d'autre part, le nombre des Etats ayant répondu au questionnaire sur lequel le rapport est fondé était inférieur à la moitié des Etats Membres des Nations Unies. Or, le présent rapport a été distribué en son temps dans toutes les langues de travail et le nombre des Etats ayant répondu au questionnaire s'est accru puisque 75 Etats Membres ont répondu au lieu de 51. Il dit qu'il eût certes préféré en recevoir davantage encore afin de disposer d'une base de renseignements aussi large que possible.

Le Secrétariat a communiqué à tous les Etats Membres des Nations Unies la résolution 1077 (XXXIX) du Conseil soulignant combien il importe que tous les Etats répondent le plus tôt possible au questionnaire. Lui-même a fait effectuer une traduction arabe destinée à certains pays de langue arabe, ce qui a donné de bons résultats. En considérant par continent les réponses au questionnaire, on constate que le nombre des réponses reçues de pays des divers continents s'est considérablement accru.

M. Awad note aussi qu'en 1966 deux Etats Membres ont envoyé une réponse complémentaire à savoir les Etats-Unis et l'URSS. La réponse nouvelle des Etats-Unis se rapporte aux questions XII, XIII, XIV et XV du questionnaire, qui sont d'un intérêt particulier pour le chapitre concernant les suggestions sur les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre. Malheureusement, cette réponse a été reçue trop tard pour être incluse dans le chapitre pertinent. Aussi, une référence particulière y sera faite lors de l'examen de ce chapitre.

M. Awad souligne que le rapport est entièrement fondé sur les réponses reçues des Etats Membres, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et note que c'est le même questionnaire qui a été adressé à tous ces organismes, bien que certaines questions soient sans objet pour les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales. Les questions XII, XIII et XIV intéressaient particulièrement les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales, alors que l'ensemble du questionnaire intéressait tous les Etats Membres, même si tel ou tel pays n'avait rien à voir, même de loin, avec le problème de l'esclavage, soit dans le présent, soit dans une période antérieure de son histoire. Dès lors qu'une question intéresse les Nations Unies, elle concerne directement chaque Membre de l'Organisation.

Le nombre même des réponses reçues est assez satisfaisant; si 70 % des Etats Membres des Nations Unies avaient envoyé des réponses complètes, un rapport utile aurait pu être rédigé. Mais les réponses sont d'une qualité très inégale et laissent souvent beaucoup à désirer. A la trente-neuvième session, le Rapporteur spécial avait regretté que quelques-unes des réponses ne soient que de pure forme. Mais il espère pouvoir utiliser au mieux la documentation disponible.

Il déplore à nouveau le manque d'intérêt assez patent que dénotent les réponses des institutions spécialisées. Tant d'Etats Membres font état dans leurs réponses du rôle primordial de ces institutions qu'il est difficile de ne pas conclure que leur concours est indispensable. Peut-être ce concours pourrait-il être obtenu par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination (CAC), où toutes les institutions sont représentées et qui se réunit souvent.

Le questionnaire adressé aux Etats Membres comporte quinze questions. La première concerne les mesures législatives, administratives ou autres que les Etats ont prises pour combattre l'esclavage ou les institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

Cette question ne concerne pas l'existence matérielle de l'esclavage mais traite de la situation juridique et des dispositions administratives appliquées au sujet de l'esclavage. De nombreux Etats Membres ont répondu de façon complète et presque tous ont donné une description détaillée de leurs mesures législatives et administratives. Dans certains cas, l'interdiction de l'esclavage est mentionnée dans la Constitution même de l'Etat, tout en faisant l'objet de dispositions légales et administratives. Nombre de ces dispositions légales remontent au siècle dernier et quelques-unes d'entre elles ont été confirmées à plusieurs reprises par la législation ultérieure. M. Awad précise à ce sujet qu'il vient de recevoir une communication de la délégation autrichienne demandant que le paragraphe 18 du rapport (E/4168/Add.1) soit modifié comme suit : "Le décret impérial du 19 août 1926 précisait que tout esclave devient libre dès qu'il se trouve sur le territoire ou sur un vaisseau autrichien ou qu'il est remis, à quelque titre que ce soit, à un sujet autrichien. Les mêmes dispositions sont aussi applicables aux prisonniers de guerre qui sont traités comme esclaves par la partie belligérante au pouvoir de laquelle ils sont tombés." La législation de plus d'un pays dispose qu'un esclave qui pose le pied sur le territoire de cet Etat devient par ce fait même un homme libre. Le Rapporteur spécial se demande si une telle disposition ne pourrait pas s'intégrer dans le système juridique de tout Etat Membre des Nations Unies.

Les questions II et III concernent l'existence (ou l'absence) sur le territoire de l'Etat, de l'esclavage ou de toute institution ou pratique analogue à l'esclavage. L'esclavage ainsi compris est celui qui est défini en tête du questionnaire. Ces questions ont reçu de nombreuses réponses : la plupart font état de l'absence totale d'esclavage ou de pratiques analogues. A la lecture attentive de ces réponses, il apparaît que des vestiges de l'esclavage existent encore, et le fait que 40 à 50 Etats Membres des Nations Unies n'ont pas répondu interdit d'adopter une position péremptoire sur ce point.

Les questions IV et V et VI concernent les divers aspects du problème de la traite des esclaves ou de personnes de condition servile et posent la question de savoir si les lois éventuelles prohibant ces pratiques sont strictement appliquées ou si, au contraire, la prohibition n'est que théorique et de telles pratiques existent en fait. De nombreux Etats ont répondu, parfois en détail, à ces questions. Quelques-uns déclarent cependant que, l'esclavage n'existant pas, aucune réponse n'est nécessaire. Cela revient à dire qu'un crime ne doit être interdit par la loi que s'il est commis, principe que de nombreuses autorités juridiques auraient peine à admettre.

La question VII se rapporte aux vaisseaux qui, conformément à l'article 22 de la Convention de 1958 sur la haute mer, arraisonnent en haute mer un navire de commerce soupçonné de se livrer à la traite des esclaves. Il ressort des réponses reçues qu'aucune puissance navale, grande ou petite, n'a eu à appliquer cet article.

La question VIII s'enquiert de l'existence, dans le pays, d'autorités spécialement chargées de la lutte contre l'esclavage, la traite des esclaves ou les pratiques analogues à l'esclavage. La plupart des réponses à cette question déclarent qu'il n'existe pas d'autorité particulière chargée de la répression de l'esclavage, mais que la police et les autorités judiciaires ordinaires sont compétentes en la matière comme pour les autres crimes. Il semble cependant que certains Etats considèrent qu'après l'abolition et la mise hors la loi de l'esclavage dans un pays, il est nécessaire d'instituer une autorité spéciale chargée de la répression de l'esclavage. Le Soudan mentionne au paragraphe 1164 qu'il a existé un service spécial chargé de la répression de l'esclavage et qui a exercé ces fonctions de 1898 à 1921, date de l'élimination complète de l'esclavage après quoi la question a été confiée à la police ordinaire du Soudan. Cet exemple semble indiquer qu'il est indispensable d'instituer de telles autorités après l'abolition légale de l'esclavage, de façon à

assurer l'application effective de la loi. D'autres pays ont récemment aboli l'esclavage et ils auraient utilement pu s'inspirer de l'exemple du Soudan; malheureusement, aucun d'entre eux n'a répondu à cette question.

On a généralement répondu par la négative à la question IX, qui demande s'il existe dans le pays des raisons économiques, sociales, historiques ou autres qui peuvent constituer un obstacle à l'élimination de l'esclavage.

La question X demande quelles mesures ont été prises dans le domaine de l'enseignement ou dans d'autres domaines pour rendre le public plus conscient de la nécessité et de l'importance qu'il y a à éliminer l'esclavage et les pratiques analogues. Elle vise à déterminer si l'on fait quelque chose pour éduquer l'opinion publique, mais les réponses montrent qu'il y a très peu de chose de fait. On peut mentionner trois des réponses les plus utiles. L'effort du Royaume-Uni pour éduquer l'opinion publique remonte au début du XIXe siècle avec des hommes comme William Wilberforce. La réponse du Mali se réfère à l'action politique menée pour informer et éduquer les masses. Celle de l'Australie déclare qu'on maintient le public conscient du problème de l'esclavage à l'aide de publications des Nations Unies, de l'éducation générale et de quelques organisations non gouvernementales.

La question XI a fourni l'occasion de demander aux Etats Membres si leurs gouvernements ont ratifié la Convention de Genève de 1926 et la Convention supplémentaire de 1956. La plupart des Etats Membres qui ont répondu au questionnaire ont aussi répondu à cette question. La majorité déclare qu'ils ont adhéré aux deux Conventions ou que le processus de ratification est proche d'aboutir. Quelques réponses indiquent cependant que les Etats ayant récemment accédé à l'indépendance ont hérité de la puissance coloniale de nombreuses conventions qui doivent être examinées et étudiées avant que le processus de ratification puisse être engagé. Certains de ces Etats ont ratifié ces Conventions, mais beaucoup ne l'ont pas encore fait. Le Venezuela déclare n'avoir ratifié aucune des deux Conventions car elles n'allaient pas assez loin dans leur condamnation de tous les aspects de l'esclavage et assure que les mesures prises dans le cadre national vont bien au-delà des deux Conventions.

Les questions XII, XIII et XIV présentent une importance considérable, car elles forment la base des suggestions concernant les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre et qui figurent au chapitre III du rapport (E/4168/Add.3).



M. Awad rappelle en effet que, dans sa résolution 1077 (XXXIX), le Conseil avait demandé au Rapporteur spécial de poursuivre sa tâche, de présenter un rapport définitif au Conseil, à sa quarante et unième session, et d'inclure dans ce rapport des suggestions sur les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre sur la question de l'esclavage. Il a décidé qu'il devait, dans l'exercice de son mandat, être guidé par l'opinion des Etats Membres telle qu'elle est exprimée dans leurs réponses au questionnaire, comme par tout avis qu'il pourrait recevoir d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.

La question XII demande quelles "mesures peuvent utilement être prise au niveau international pour combattre l'esclavage, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues à l'esclavage" et la question XIII quelle assistance ou coopération juridique, technique, administrative, financière ou autre serait souhaitable pour éliminer ou atténuer les conditions propices à l'esclavage et si cette assistance ou coopération doit être fournie sous les auspice des Nations Unies et des institutions spécialisées. La question XIV concerne les organisations internationales non gouvernementales et le rôle qu'elles peuvent jouer pour combattre et éliminer l'esclavage, la traite des esclaves et les pratiques analogues à l'esclavage.

Les suggestions énumérées au Chapitre III du rapport étant déjà rédigées sous une forme sommaire, il est impossible de les récapituler. Aussi M. Awad se bornera à demander instamment aux membres du Conseil d'étudier cette partie du rapport avec une attention toute particulière. Au paragraphe 78, le Rapporteur spécial présente un projet de résolution comprenant quelques-unes des principales suggestions, en vue de faciliter la tâche du comité de rédaction que pourrait nommer le Conseil, et qui pourrait accepter, amender ou rejeter ce projet.

M. Awad exprime sa gratitude au Conseil pour la confiance qu'il lui a témoignée et rend hommage aux membres de la Division des droits de l'homme.

La question XV qui dit simplement que tout autre renseignement touchant l'esclavage et les pratiques analogues sera accueilli avec reconnaissance n'a suscité aucune remarque digne d'être notée, à l'exception de la réponse des Etats-Unis reçue trop tard pour être incluse dans le Chapitre III et qui mérite une mention particulière. . Aussi, en terminant, M. Awad tient-il à la citer (E/4168/Add.4).

M. DELISLE (Canada) tient à dire combien la délégation canadienne se félicite de voir le représentant du Pérou présider le Comité. Il y voit une garantie de succès pour ses travaux. Il se plaît également à saluer la présence du nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme, M. Marc Schreiber, dont la compétence et la vaste expérience sont bien connues. La délégation canadienne rend hommage à l'action de M. Humphrey, l'ancien Directeur de la Division qui, en avril dernier, après avoir exercé un rôle éminent aux Nations Unies, a repris la carrière universitaire qui avait d'abord été la sienne.

La délégation canadienne souligne l'honnêteté, l'impartialité et l'intelligence avec lesquelles M. Mohamed Awad a su accomplir la mission qui lui avait été confiée il y a déjà quelques années. Le Rapporteur spécial n'a épargné ni son temps, ni ses efforts, et l'on peut seulement regretter qu'il n'ait pas bénéficié de tous les concours auxquels il pouvait s'attendre, un grand nombre de gouvernements s'étant abstenus de répondre au questionnaire qui leur était soumis.

La Commission dispose ainsi d'un inventaire précieux des pratiques qui peuvent être assimilées à l'esclavage ou qui relèvent de l'esclavage sous une forme ou sous une autre et qui existent encore dans certaines parties du monde. Le représentant du Canada relève, après le Rapporteur spécial, ce que dit le Gouvernement du Laos au sujet du proxénétisme, forme d'esclavage particulièrement insidieuse et très répandue, que seule une collaboration internationale peut à la longue faire disparaître. Parmi les recommandations du Rapporteur spécial il y a lieu de relever celle qui tend à l'organisation de cycles d'études régionaux sur l'esclavage, qui pourraient conduire à la création d'une espèce de police criminelle régionale dont la tâche serait de lutter contre la traite des femmes en vue de la prostitution. La délégation canadienne approuve également l'idée de créer un comité d'experts de l'esclavage qui aurait pour mandat général d'aider le Conseil dans sa lutte pour l'abolition de l'esclavage ou des pratiques analogues à l'esclavage. Toutefois, cette proposition comportant des incidences financières, le Secrétaire général devra soumettre au Comité un état estimatif des dépenses.

Mme MANTZOULINOS (Grèce) assure le Président qu'elle apprécie le privilège de travailler sous sa haute direction. Elle souhaite la bienvenue au nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme, dont la délégation grecque a eu l'occasion, à maintes reprises, d'apprécier la compétence juridique, la haute culture et le caractère.

Elle rend hommage également à son prédécesseur, qui a pris sa retraite après avoir oeuvré avec dévouement et efficacité pour la cause des droits de l'homme.

Le Rapporteur spécial a mis à la disposition du Conseil une étude approfondie et des recommandations qui lui seront très précieuses. Le Gouvernement grec s'associe sans réserve à l'action internationale entreprise pour l'abolition de l'esclavage qui constitue une offense flagrante à la dignité humaine. Si la Société des Nations a pris l'initiative de mesures tendant à l'élimination de ce fléau, il appartient à l'Organisation des Nations Unies, qui a pour mandat de veiller à la sauvegarde et à la défense des libertés fondamentales, de faire tout en son pouvoir pour éliminer l'esclavage et les pratiques analogues qui existent encore dans certaines régions du monde.

Ayant ratifié la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage, le Parlement grec a récemment adopté une loi en vue de la ratification de la Convention supplémentaire de 1956 sur l'esclavage. L'abolition de l'esclavage est entièrement conforme aux dispositions de la Constitution grecque et à la notion d'ordre public.

Le chapitre III du rapport contient des suggestions constructives émanant des gouvernements et des organisations non gouvernementales ainsi que le projet de résolution présenté par le Rapporteur spécial. Ce texte propose dans son dispositif des mesures saines et réalistes, telles que la création d'un comité d'experts de l'esclavage et l'organisation de cycles d'études régionaux sur l'esclavage, ainsi que l'inscription de la question de l'esclavage à l'ordre du jour de la Conférence internationale des droits de l'homme. Le projet propose également d'assurer au rapport du Rapporteur spécial une diffusion aussi large que possible. La délégation grecque appuie toutes ces mesures et elle appuiera également tous amendements propres à le renforcer et à compléter l'effort que déploient les Nations Unies pour l'abolition de l'esclavage.

La délégation grecque souhaiterait cependant l'insertion dans le préambule d'un nouvel alinéa qui soulignerait la contribution importante apportée à la lutte contre l'esclavage par les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales. Elle voudrait voir également introduire dans le dispositif un nouveau paragraphe par lequel le Conseil inviterait les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales, les organisations intergouvernementales à poursuivre leur action en vue de l'abolition de l'esclavage.

M. UY (Philippines) souhaite la bienvenue au nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme, qui reprend aujourd'hui la tâche commencée par son prédécesseur. Il lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions.

Il félicite le Rapporteur spécial pour son excellent rapport. Le Gouvernement des Philippines a adhéré à la Convention de 1926 et à la Convention supplémentaire de 1956. Le Code philippin punit l'esclavage et les pratiques qui en relèvent. Le représentant des Philippines se réserve de présenter ultérieurement des commentaires plus détaillés sur le rapport et le projet de résolution qu'il contient.

Mlle LUNSINGH-MEIJER (Luxembourg) s'associe aux souhaits de bienvenue qui ont été adressés au nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme, persuadée que les travaux de la Commission bénéficieront grandement de sa compétence.

L'intéressante étude faite par le Rapporteur spécial constitue une source précieuse d'informations et fournit un tableau d'ensemble de la situation de l'esclavage, de la traite des êtres humains, ainsi que des institutions et pratiques similaires dans le monde. De nombreux gouvernements ont répondu au questionnaire très complet établi par le Rapporteur spécial en formulant des suggestions sur les mesures gouvernementales ou non gouvernementales qui pourraient être prises, à différents niveaux, pour combattre et éliminer l'esclavage sous ses diverses formes. Les suggestions faites par les organisations non gouvernementales compétentes en ce domaine présentent également un vif intérêt.

Des réponses reçues, il ressort que la situation de fait n'est pas toujours conforme aux prescriptions légales. S'il est nécessaire de prendre des mesures législatives et administratives, cela ne suffit pas; il faut lutter pour éliminer des pratiques profondément enracinées et transformer de façon radicale la structure économique et sociale des collectivités qui sont encore affligées par ce fléau. Il importe d'éliminer les conditions favorables à ces pratiques. Les programmes d'aide au développement qui sont mis en oeuvre sous les auspices des Nations Unies peuvent apporter à cet égard une contribution précieuse. On ne doit pas sous-estimer non plus le rôle que peuvent jouer les organisations non gouvernementales.

Le Rapporteur spécial a fait oeuvre utile en rassemblant tant de données et en formulant des suggestions sur l'action à entreprendre. La délégation luxembourgeoise appuie sa proposition de créer un comité d'experts qui marquerait l'intérêt que porte l'Organisation à l'élimination de l'esclavage. Ce Comité ne devrait pas avoir plus de

sept membres et il devrait être établi pour deux ou trois ans seulement, à titre d'essai. Sous réserve des autres suggestions qui pourraient être présentées au cours du débat, la délégation luxembourgeoise approuve en principe le projet de résolution.

M. CHAND (Inde) s'associe aux félicitations adressées au Président ainsi qu'au nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme. Il rend hommage à l'oeuvre monumentale que représente le rapport de M. Mohamed Awad. Il rappelle que l'Inde est signataire de la Convention de 1926 et de la Convention supplémentaire de 1956 et qu'elle a toujours participé à toute action tendant à restaurer la dignité humaine en tous les points du globe. L'article 23 de sa Constitution condamne l'esclavage sous toutes ses formes et le Code pénal punit sévèrement les pratiques analogues. L'Inde a supprimé les derniers vestiges de travail forcé qui subsistaient dans des zones tribales. Elle est prête à coopérer à l'action qu'entreprendra le Comité dans le sens indiqué par le Rapporteur spécial. La délégation de l'Inde approuve en principe le projet de résolution contenu dans l'additif 3.

Mme KASTALSKAYA (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation est convaincue que, sous la présidence de M. Fernandini, le Comité mènera ses travaux à bien dans les meilleures conditions et qu'elle se félicite également de la nomination de M. Schreiber au poste de Directeur de la Division des droits de l'homme. La délégation soviétique remercie en outre le Rapporteur spécial du rapport très complet qu'il a présenté, car elle attache une importance vitale à la coopération internationale ayant pour but d'abolir l'esclavage et toutes les pratiques analogues.

Il convient toutefois de ne pas oublier que l'esclavage ne se borne pas aux seuls faits mentionnés dans ce rapport. L'apartheid et certaines formes d'exploitation colonialiste, que l'on retrouve en Afrique du Sud et dans les territoires administrés par le Portugal, constituent peut-être une des formes les plus insidieuses d'esclavage, contre laquelle il est du devoir des Nations Unies de lutter.

La délégation de l'Union soviétique appuie en principe les conclusions et les suggestions du Rapporteur spécial. Elle a toutefois certaines réserves à formuler en ce qui concerne la création d'un comité d'experts, car elle craint qu'une telle mesure, tout en ne contribuant guère à l'abolition de l'esclavage, ne représente un fardeau financier supplémentaire pour l'Organisation des Nations Unies. La lutte contre l'esclavage et les pratiques analogues fait partie du programme de travail du Conseil.

et de la Commission des droits de l'homme, et il est peu probable qu'un nouveau comité d'experts puisse avoir une action réellement positive dans ce domaine.

De même, la proposition visant à organiser, au siège de chacune des commissions économiques régionales, une série de cycles d'études régionaux sur l'esclavage, semble assez peu rationnelle, car l'esclavage n'est pas un phénomène caractéristique de toutes les régions du monde. Les commissions régionales ont déjà trop de problèmes à résoudre pour pouvoir accorder un ordre élevé de priorité à la question de l'esclavage. D'ailleurs, les ressources disponibles pour l'organisation de cycles d'études étant très limitées, les incidences financières d'une telle mesure devraient également être prises en considération. De l'avis de la délégation soviétique, il suffirait d'organiser un seul cycle d'étude dans l'unique région du monde où l'esclavage peut encore être considéré comme un fléau grave. De toute façon, la délégation soviétique constate que l'esclavage a déjà fait l'objet d'études nombreuses et qu'il serait temps que des mesures concrètes fussent prises dans les domaines social, économique et législatif. L'action concrète menée par chaque pays et les résultats obtenus ont plus d'importance que toutes les activités internationales de nature purement théorique, y compris l'organisation de cycles d'études ou la création de groupes d'experts.

Sir Samuel L. ARE (Royaume-Uni) félicite le Président du Comité et souhaite la bienvenue au nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme.

La délégation du Royaume-Uni remercie le Rapporteur spécial de l'énorme travail qu'il a accompli et dont le rapport que le Comité est appelé à examiner porte témoignage. Le Conseil est saisi depuis plusieurs années déjà de la question de l'esclavage. Il a d'abord cherché à obtenir la coopération des Etats Membres en les incitant à ratifier la Convention de 1926 sur l'esclavage et la Convention supplémentaire de 1956. Les résultats n'ont guère été encourageants, et une seconde tentative n'a pas été beaucoup plus fructueuse. C'est pourquoi le Conseil a décidé, sur la proposition du Royaume-Uni, de demander la nomination d'un Rapporteur spécial sur l'esclavage. Le rapport dont le Comité est saisi prouve combien cette décision a été judicieuse, car il contient une somme très complète de renseignements sur les institutions ou les pratiques analogues à l'esclavage qui existent encore dans le monde.

En ce qui concerne la remarque de la délégation soviétique au sujet de l'apartheid et de la discrimination raciale, l'orateur tient à rappeler que ces questions pourraient être débattues par le Conseil au moment de l'examen des points 21 et 24 de l'ordre du jour. Il estime en outre que la Commission des droits de l'homme, qui est déjà

surchargée de travail, ne saurait examiner la question de l'esclavage, afin de présenter au Conseil des recommandations lui permettant de prendre une décision à sa quarante-troisième session.

La délégation du Royaume-Uni approuve en principe les mesures envisagées dans le projet de résolution proposé par le Rapporteur et notamment la suggestion de créer un comité d'experts dont, à son avis, le nombre de membres ne devrait pas dépasser sept, comme l'a si justement souligné la délégation luxembourgeoise. En effet, le Conseil n'est pas équipé pour suivre de près l'évolution de ce problème, et le comité d'experts pourrait remplir ce rôle en tant qu'organe consultatif. Il n'est pas question d'habiliter ce nouvel organisme à procéder à des enquêtes dans les Etats Membres ou à porter des accusations contre eux. Il aurait essentiellement pour mandat d'examiner tous les renseignements dont dispose l'ONU et de suggérer des mesures éventuelles de la part du Conseil. Toutefois, Sir Samuel Hoare éprouve des doutes quant à la proposition selon laquelle le comité d'experts pourrait lui-même nommer des experts ou créer des organes subsidiaires; certaines autres propositions figurant dans le projet de résolution pourraient faire l'objet d'un examen plus poussé, en particulier celle qui porte sur l'organisation de cycles d'études. Le Rapporteur spécial a lui-même constaté qu'aucun gouvernement n'a jusqu'à présent proposé d'accueillir un cycle d'étude sur son territoire, ce qui permet de douter que l'on puisse réellement donner suite à cette proposition.

M. NABAVI (Iran) adresse de chaleureuses félicitations au Président et souligne combien il se réjouit de la nomination de M. Shreiber aux fonctions de Directeur de la Division des droits de l'homme.

La délégation iranienne approuve en principe les suggestions et les propositions présentées par le Rapporteur spécial, en ce qui concerne notamment la création d'un comité d'experts de l'esclavage. Mais cette question a déjà fait l'objet d'études nombreuses et on est en droit de se demander si le temps n'est pas venu de prendre des mesures concrètes pour donner suite aux diverses propositions présentées à ce sujet. La délégation iranienne partage donc en partie l'opinion exprimée par la représentante de l'Union soviétique, et elle souhaiterait que le Rapporteur spécial fournisse des éclaircissements au sujet du mandat que l'on confierait au comité d'experts. En effet, il semblerait que ce comité ait deux tâches distinctes à remplir : poursuivre les études entreprises sur la question de l'esclavage - travail

qui ne semble pas exiger la création d'un organe nouveau - et proposer diverses mesures sur le plan international. C'est sur ce dernier point que des renseignements complémentaires seraient utiles.

D'autre part, la délégation iranienne retient la suggestion du Rapporteur spécial de créer un comité de rédaction dont les membres seraient désignés par le Président et qui serait chargé de préparer un projet de résolution qui serait soumis au Conseil. M. Nabavi se réserve de revenir sur cette question à un stade ultérieur du débat.

M. NAIK (Pakistan) s'associe aux hommages déjà rendus au nouveau Président du Comité et il approuve celui-ci d'avoir souligné l'importance que revêtent les travaux du Comité. Il souhaite également la bienvenue au nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme.

L'étude présentée par le Rapporteur spécial constitue une somme de renseignements extrêmement précieux. M. Naik pense qu'il n'est pas nécessaire de revenir sur la réponse de son gouvernement au questionnaire : l'esclavage n'a jamais existé au Pakistan, pays qui a ratifié la Convention de 1926 et la Convention supplémentaire de 1956, ainsi que les conventions de l'OIT sur le travail forcé.

Le Rapporteur spécial attribue à un malentendu le fait que plusieurs pays n'ont pas répondu aux questions XII, XIII et XIV du questionnaire. A ce sujet, M. Naik tient à souligner que, si son pays a agi ainsi, c'est que l'esclavage n'a jamais existé au Pakistan et qu'il serait donc présomptueux de sa part de proposer des mesures visant à éliminer cette pratique dans les régions où elle peut encore exister. Cela ne signifie pas, certes, que son pays se désintéresse de la question : le Gouvernement pakistanais appuiera toute mesure visant à abolir définitivement l'esclavage.

Pour appuyer les propositions du Rapporteur spécial, qui sont fondées pour la plupart sur les suggestions que les gouvernements ont formulées dans leurs réponses, la délégation du Pakistan aimerait, avant de prendre une décision définitive, entendre les éclaircissements demandés par divers représentants, notamment celui de l'Iran, au sujet du mandat du comité d'experts dont la création est envisagée. A son avis, le comité d'experts ne devrait avoir que des fonctions consultatives, comme l'a suggéré le représentant du Royaume-Uni.

M. ELMENDORF (Etats-Unis d'Amérique) se réjouit à l'idée de travailler en collaboration étroite avec le Président et avec le nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme. Il se félicite du rapport définitif présenté par le



Rapporteur spécial et note avec satisfaction que M. Awad continuera à participer aux travaux des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme puisqu'il vient d'être élu membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

Le représentant des Etats-Unis constate que la qualité des réponses au questionnaire varie énormément d'un pays à l'autre. Toutefois, leur nombre a augmenté suffisamment pour permettre au Comité de se prononcer sur la question à la présente session.

La délégation des Etats-Unis remercie le Rapporteur spécial d'avoir attiré l'attention du Comité sur les suggestions formulées par son gouvernement en réponse à la question XV. Il pense notamment à la remarque selon laquelle il serait utile que le Secrétaire général analyse certains domaines où il pourrait être nécessaire de fournir une aide aux Etats Membres. Il faudrait que les organisations non gouvernementales puissent collaborer aux activités entreprises par le Secrétaire général.

En ce qui concerne la proposition de créer un comité d'experts en matière d'esclavage, la délégation des Etats-Unis pense que le Conseil n'est pas à même de s'acquitter d'une tâche nouvelle dans ce domaine. Un certain nombre d'organes subsidiaires s'occupent déjà de questions relatives à la protection des droits de l'homme et le programme de travail du Conseil est très chargé. C'est ici que la proposition du Costa Rica relative à la création d'un poste de Haut Commissaire aux droits de l'homme prend toute son importance : plutôt que de multiplier les procédures et les comités, il serait souhaitable de porter les diverses questions qui se rattachent à la pratique de l'esclavage devant les instances qui existent déjà ou dont la création est envisagée.

Il importe de se pénétrer de l'idée que l'abolition totale de l'esclavage ne pourra être obtenue que par le développement économique et social des pays où cette pratique se perpétue. La loi et les organismes chargés de l'appliquer ne parviendront à éliminer un tel fléau que si le développement général du pays en rend l'éradication possible.

L'idée d'organiser des cycles d'études est judicieuse, mais seulement dans la mesure où une telle initiative pourra s'inscrire dans le cadre du programme des Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. De toute façon, il serait prématuré de prendre une décision à ce sujet tant que d'éventuels pays hôtes ne se seront pas fait connaître.

M. BOULET (France) félicite à son tour le Président et le nouveau Directeur de la Division des droits de l'homme.

La délégation française remercie le Rapporteur spécial, et les membres du Secrétariat qui l'ont aidé, pour le document dont le Comité est saisi, qui contient des renseignements précieux sur la législation de nombreux pays en matière d'esclavage et de pratiques analogues.

A la trente-neuvième session, la délégation française s'était abstenue de participer au débat sur ce point de l'ordre du jour parce que le rapport avait été publié trop tard en langue française. Elle constate avec satisfaction que ce délai a permis au Rapporteur spécial de publier des documents complémentaires et de faire un inventaire des mesures que les Nations Unies pourraient être appelées à prendre dans ce domaine.

La proposition relative aux cycles d'études est judicieuse, à condition que l'on commence par organiser, à titre expérimental, un seul cycle d'étude, et que les dépenses y afférentes soient imputées sur les crédits normaux prévus au chapitre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. La délégation française est favorable en principe à la création d'un comité d'experts, mais, comme la délégation canadienne, elle voudrait connaître les incidences financières qu'une telle mesure pourrait avoir. De toute façon, ce nouvel organe devrait être maintenu dans des limites raisonnables, et la proposition d'en limiter le nombre des membres à sept semble judicieuse. Comme l'a dit le représentant du Royaume-Uni, le comité d'experts ne devrait avoir qu'un rôle consultatif. Il devrait avoir pour mandat de fournir des renseignements au Conseil et d'aider les gouvernements qui le souhaiteraient à résoudre les problèmes qui pourraient se poser dans leur pays, en ce qui concerne notamment certaines formes d'esclavage qu'il n'est pas toujours facile de faire disparaître tant elles sont imbriquées dans les structures sociales et économiques existantes. Il s'agit donc d'un effort à long terme qu'il convient d'exercer essentiellement dans les secteurs social et économique. Un comité d'experts ne pourra pas provoquer directement cette action : son rôle devrait être de servir d'intermédiaire entre les gouvernements intéressés et les organes d'assistance technique de l'ONU afin de déterminer les besoins spéciaux auxquels il conviendrait de répondre dans ce domaine.

M. SCHREIBER (Directeur de la Division des droits de l'homme) remercie tous les orateurs qui lui ont adressé leurs félicitations. Il sait que le Secrétaire général

lui a confié une tâche à la fois lourde et particulièrement exaltante. Il s'efforcera de s'en acquitter de son mieux, avec un maximum d'objectivité. A ceux qui ont rendu hommage à l'activité de son prédécesseur, il tient à préciser que celui-ci est bien décidé à continuer son action dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

Dans le discours qu'il vient de prononcer devant le Conseil (1421ème séance), le Secrétaire général a souligné le rôle que l'Organisation se doit de jouer dans le domaine des droits de l'homme et qui prendra une importance particulière en 1968, année que l'Assemblée générale a désignée comme Année internationale des droits de l'homme.

M. Schreiber tient à assurer aux membres du Comité qu'ils peuvent compter sur le concours de sa Division, qui s'efforcera d'appliquer fidèlement toutes les décisions qu'ils pourront prendre.

La séance est levée à 17 h 30.